

**ESPAGNE** *Le Syndicat andalou des travailleurs est célèbre pour ses actions spectaculaires. Mais le mouvement est aussi ancré dans la réalité d'une Andalousie dévastée par la crise.*

# «En Europe aussi des gens ont faim»



Diego Cañamero Valle, porte-parole du SAT: «Nous luttons pour un changement de politique économique. Lorsque nous occupons des supermarchés, des banques, et même le parlement autonome, nous désignons les coupables.» Photo: manifestation du SAT devant une banque, à Jaén, en Andalousie, le 17 août 2012. KEYSTONE

## Ne plus payer la dette

**Quel politique alternative propose le SAT?**  
**Diego Cañamero:** Nous exigeons un plan de réactivation de l'économie qui partirait d'en bas, des besoins des gens, de la production locale, etc. Pour le financer, il faut suspendre le remboursement de la dette. Si rembourser les banques signifie que l'on met des millions de personnes dans une extrême précarité et que l'on supprime les droits sociaux, nous disons stop. Au minimum, il faudrait étaler ces dettes dans le temps, sur cinquante, septante ou quatre-vingts ans comme une hypothèque.

L'autre priorité sera de relocaliser la production et la consommation. Pour des raisons sociales et écologiques. Nous nous y employons à travers des coopératives, afin de montrer que ces alternatives peuvent et doivent être construites par en bas.

Mais nous ne pouvons ignorer ce qu'il se passe au niveau politique. Les contradictions liées à la globalisation sont arrivées à un point extrême. On peut craindre que l'intervention militaire menée l'an dernier en Libye préfigure la réponse de l'Europe à ses difficultés internes et économiques.

**Les deux partis qui se partagent le pouvoir depuis trente ans en Espagne sont en crise. Quelle issue institutionnelle voyez-vous pour le pays?**

Tout est possible! Le système est déstabilisé et les gens tellement à bout qu'il faudra un changement, mais lequel? Nous espérons qu'il se fasse pacifiquement. On ne peut exclure que le gouvernement tombe et que s'instaure une période de vide du pouvoir. Ou qu'on aille vers une division du pays (*La Catalogne et le Pays basque sont le théâtre d'importantes revendications indépendantistes, ndlr*).

Malheureusement, il n'y a aujourd'hui aucune alternative politique nationale crédible. La Gauche unie, qui aurait pu capitaliser sur le mécontentement, a commis l'erreur de s'allier avec un parti corrompu (*Le Parti socialiste, ndlr*). On ne peut vouloir représenter une alternative pour les gens et appuyer les organisations qui les ont mis dans cette situation. C'est totalement inconséquent.

PROPOS RECUEILLIS PAR BPZ

**PROPOS RECUEILLIS PAR BENITO PEREZ**

Leur action avait cristallisé le ras-le-bol des Espagnols. Le 7 août, deux commandos du Syndicat andalou des travailleurs (SAT) dévalisaient en plein jour des supermarchés Carrefour et Mercadona et redistribuaient le contenu de leurs caddies. Une action coup de poing, vite qualifiée de «Robin des Bois» par les médias, mais qui visait en premier lieu à attirer l'attention sur la situation sociale de l'Andalousie, dont le tiers des travailleurs sont au chômage.

L'opération atteindra son objectif au-delà de toutes les espérances. En cette trêve estivale, José Manuel Sanchez Gordillo, charismatique maire communiste de Marinaleda et leader du SAT, fait le tour du monde des médias. *Le Monde*, *The Guardian* et même le *New York Times* relaient le combat de ce syndicat, créé il y a trente-six ans par une poignée de journaliers agricoles, et qui s'est étendu en 2007 à toutes les secteurs d'activité<sup>1</sup>.

Le SAT réunit aujourd'hui quelque 20000 travailleurs et une douzaine de coopératives. Au-delà, il symbolise au côté des mineurs asturiens, des Indignés et de quelques autres syndicats (éducation, métro) un mouvement social espagnol de plus en plus déterminé à faire de la grave crise que traverse le

pays le tombeau d'un modèle économique dépassé. Rencontre à Genève, en marge d'un meeting de solidarité, avec le porte-parole du SAT, Diego Cañamero Valle.

**Vos actions dans les supermarchés ont eu un énorme impact. Comment l'expliquez-vous?**

**Diego Cañamero:** Parler de crise est une chose. Mais montrer qu'en Europe, au XXI<sup>e</sup> siècle, des gens ont faim a choqué. La faim est un phénomène circonscrit au tiers monde. Du moins le croyait-on. L'action a soudain brisé l'embargo médiatique sur ces questions. Nous avons mis en lumière une réalité extrêmement violente, la vie de centaines de milliers de familles contraintes de se rendre tous les jours dans des services sociaux pour avoir de quoi manger. Selon les organisations caritatives, le nombre de personnes en état d'urgence sociale a quadruplé depuis cinq ans en Andalousie (lire ci-contre).

Dans un second temps, les médias ont tenté de nous dépeindre comme des marginaux, des extrémistes, des voleurs, des criminels, mais cette exposition médiatique s'est retournée contre eux. Le soutien à nos actions n'a cessé de grandir au sein de la population. Nous avons réalisé des occupations de

terre, des marches à travers l'Andalousie et même l'encerclement du parlement de Séville avec des milliers de participants. Le mouvement s'étend malgré des dizaines d'arrestations et plus de 130 inculpations.

**Mais comment dépasser ce sentiment d'indignation populaire face à l'extrême pauvreté?**

Je pense que nous avons contribué au débat sur les causes de la crise. Le SAT est un syndicat-mouvement, qui va au-delà des revendications concrètes liées au travail. Nous nous préoccupons d'écologie, de santé, d'éducation, nous luttons pour un changement de politique économique. Notre mode d'action, souvent symbolique, porte ce discours. Lorsque nous occupons des supermarchés, des banques, une télévision, des grandes propriétés terriennes, et même le parlement autonome, nous désignons les coupables et les mécanismes qui nous ont conduits à la situation actuelle. Nous cherchons à montrer que ce que nous vivons n'est pas un accident ou un phénomène naturel, mais une arnaque. Que la crise a été façonnée de manière à nous priver des droits conquis par des décennies de lutte et d'ouvrir de nouveaux marchés au secteur privé dans la santé,

l'éducation, les retraites. Cette crise est le signe que le système économique de libre marché est arrivé à sa fin et que nous devons trouver un modèle différent, solidaire et écologique.

Ces réflexions sont aussi portées par d'autres mouvements et ont donné lieu à la grande mobilisation du 15-S (*15 septembre à Madrid, ndlr*) et à l'encerclement du Congrès des députés à Madrid. Deux grèves générales sont déjà convoquées pour les 31 octobre et à mi-novembre.

**Il y a eu aussi le mouvement de grève des professeurs, celui des mineurs. Vous coordonnez-vous avec les autres mouvements sociaux?**

Les relations existent mais elles ne sont pas formalisées. L'initiative qui fédère et mobilise le plus largement est celle du 15-M (*les Indignés, ndlr*) mais cela se fait de façon spontanée, il n'y a pas de structure coordinatrice. Je pense qu'à terme il faudra pourtant y venir, créer un bloc social qui représente et articule l'ensemble du mouvement de contestation sociale. L'une des forces du SAT est justement d'avoir des représentants bien connus, cela aide à l'identification. Les gens en ont besoin. <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Lire notamment nos éditions des 17 février 2004, 13 août 2005, 6 juin 2009, 4 mai 2012 et 9 juin 2012.

# «Il faut que la terre devienne un bien commun»

**Comment la faim peut-elle s'être réinstallée en Europe en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle?**

**Diego Cañamero:** L'Andalousie a toujours été une région parmi les plus pauvres d'Espagne. Sa main-d'œuvre bon marché a servi à enrichir les gros propriétaires terriens mais aussi à faire fructifier les capitaux des autres régions. Sous Franco, pas moins de 12 millions d'Andalous ont dû migrer vers le nord. En comparaison, aujourd'hui, la région compte 8 millions d'habitants! Du coup, personne n'a jamais vu l'intérêt d'industrialiser l'Andalousie, de se battre pour que l'on transforme nos produits agricoles sur place afin de créer de l'emploi ou de la valeur.

C'est dans ce contexte de retard économique, éducatif, social, avec déjà plus de 20% de chômage, qu'a éclaté la crise de 2007. Cinq ans plus tard, le chômage touche 34% des travailleurs et 55% des jeunes. La situation est extrême. Il y a des comarques [districts] où la moitié des travailleurs sont sans emploi. Quatre cent mille foyers ont l'ensemble de leurs membres sans

emploi. Rien d'étonnant, dès lors, qu'un tiers des Andalous vivent sous le seuil de pauvreté. Selon Caritas, 350000 familles andalouses seraient sous-alimentées.

**Quels sont les secteurs les plus affectés?**

La chute de l'activité a été brutale dans la construction. Durant une quinzaine d'années, ce secteur avait attiré pas mal de travailleurs. Dès 2007, nombre d'entre eux se sont retrouvés à toucher le chômage durant deux ans, puis des aides sociales, puis plus rien du tout. Désormais, beaucoup d'urbains retournent à l'agriculture, entrant en concurrence avec les journaliers, souvent étrangers, qui les avaient remplacés. Or il n'y a pas de travail pour tous.

**Comment subsistent-ils dès lors?**

En Andalousie, les gens sont habitués à vivre modestement. Et puis il y a une allocation de 7 euros par jour, conquise durant les années 1980, qui est versée aux travailleurs agricoles à partir d'un cer-

tain nombre de journées travaillées par an. A la campagne, on peut aussi compléter son alimentation en allant à la cueillette, à la pêche ou à la chasse.

**Que proposez-vous?**

Que la terre devienne un bien commun. Aujourd'hui, la moitié de la surface agricole andalouse appartient à 2% des propriétaires. Une réforme agraire s'impose. Il faudrait au moins que les terres déjà en mains publiques soient confiées aux coopératives.

Plus largement, l'Etat doit intervenir pour empêcher les expulsions de logements et créer des emplois d'utilité sociale.

**En quoi les coopératives créeraient-elles plus d'emploi que les grandes exploitations?**

Les grands propriétaires n'ont aucun intérêt à créer de l'emploi. Leurs surfaces sont telles qu'ils vivent d'une sorte de rente. Sans compter les subventions reçues de l'Union européenne, qui

viennent récompenser leurs monocultures massives polluantes et qui offrent peu d'emplois.

A contrario, les coopératives, comme celles créées par le SAT, ont une vision sociale et volonté de transformer les produits agricoles sur place. En Andalousie, nous produisons des oranges sur 40000 hectares mais pratiquement pas une brique de jus. C'est absurde.

**La campagne peut-elle offrir une réponse au chômage endémique de la région?**

Absolument. A condition que le gouvernement agisse. Si l'on parvenait à s'approprier toute la chaîne, de la production à la commercialisation, le secteur pourrait résorber la moitié du sous-emploi, selon nous. La terre ne peut être considérée comme une marchandise, elle est à l'origine de l'alimentation de tous les êtres humains. Il faut faire en sorte qu'elle garantisse cette fonction, hors de toute spéculation. Et il faut la protéger, la préserver pour les prochaines générations. PROPOS RECUEILLIS PAR BPZ